

Délibération n°2026_04_16_11

Objet : Fixation des tarifs de TLPE 2027

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU JEUDI 16 AVRIL 2026

L'an deux mille vingt six, le seize avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 10 avril 2026, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario Joseph MARCOU - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Xavier MIRALT - Francine BOYER - René DEROSI - Michel LITTON - Eric LOUVET - Muriel POIJOL - Sandrine CLAPIER - Patricia NIVESSE - Cyril MARCHAL - Karine BREITHEL - Benoît DELTOUR - Farah GUILLAUMONT - Magali OLOMBEL - Romain CASAS-MATEU - Liliane FELIX - Fanette VIALARD - Richard CHAUVET - Mickaël BERGE

Absents représentés :

Jocelyne TAVERNE pouvoir à Xavier MIRALT - Fabrice IRANZO pouvoir à Jean-Pierre RICO - Olivier BOUDET pouvoir à Cyril MARCHAL - Jean-Marc MALEK pouvoir à Sandrine CLAPIER - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Patrick PASQUIER pouvoir à Richard CHAUVET - Sabine COMMUNAY pouvoir à Liliane FELIX

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2333-6, L2333-14, L2333-15, R2333-10 à 17,

Vu le Code des Impositions sur les biens et services (CIBS) en date du 1^{er} janvier 2022 et notamment ses articles A454-10 à A454-12 et L54-58 à L454-62-1,

Vu l'arrêté ministériel du 9 mars 2026 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure,

Vu la délibération n°09_668 en date du 28 mai 2009 instaurant la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE),

Vu la délibération n°2024_04_11_18 mettant à jour la délibération instaurant la TLPE,

Considérant que les délibérations relatives aux évolutions tarifaires de la TLPE doivent intervenir avant le 1^{er} juillet de l'année N pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier N+1,

Considérant que la commune appartient à un EPCI de plus de 200 000 habitants, elle a la possibilité de majorer les tarifs de TLPE dans la limite de la tranche de population immédiatement supérieure soit 50 000 à 199 999 habitants pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes non numériques, numériques et pour les ensembles de face d'enseignes,

Considérant que l'augmentation annuelle d'un tarif normal de la taxe ne peut excéder 5 € par mètre carré d'un support.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- maintenir l'exonération totale applicable aux concessions municipales d'affichage,
- rappeler que l'exonération de taxe des enseignes, quand la somme de leurs superficies apposées sur un immeuble, dépendances comprises, au profit d'une même activité, est égale au plus à 7 m² est devenue le principe et que la commune ne souhaite pas la supprimer,
- dire que les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2027 sont les suivants :

Dispositifs taxés	Tarifs 2027
Publicités et enseignes non numériques	
Surface unitaire $\leq 50\text{m}^2$	25,00
Surface unitaire $> 50\text{m}^2$ *	50,10
Publicités et pré-enseignes numériques	
Surface unitaire $\leq 50\text{m}^2$	61,70
Surface unitaire $> 50\text{m}^2$ *	118,30
Enseignes	
Surface totale $\leq 12\text{ m}^2$	25,00
Surface totale $> 12\text{ m}^2$ et $\leq 50\text{ m}^2$	50,10
Surface totale $\geq 50\text{ m}^2$	95,00

* NB : le RLPI de Montpellier Méditerranée Métropole ne permet pas ce type de dispositifs

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 17 avril 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.